



CONTRE LA GUERRE, COMPRENDRE ET AGIR

Bulletin n°199 – semaine 38 – 2008

Du Caucase aux Caraïbes

Face à la lourde structure centralisée de l'OTAN où tout est fait pour que l'organisation exécute collectivement les consignes des Etats-Unis, la Russie est en train de mettre en œuvre une méthode stratégique souple qui lui permet d'intervenir dans diverses zones de la planète dans le cadre d'accords régionaux entre partenaires égaux élaborés dans des dispositifs généraux « de coopération d'amitié et de solidarité ».

En Asie Centrale cette action est conduite au sein de l'organisation de coopération de Shanghai (OCS voir notre bulletin n° 196) , dans la partie centrale de l'Eurasie elle l'est dans celui de l'organisation du traité de sécurité collective (OTSC) où elle retrouve les 4 républiques ex soviétiques d'Asie Centrale mais cette fois sans la Chine et avec le Belarus et l'Arménie auxquels vont très prochainement s'adjoindre les deux nouvelles républiques du Sud-Caucase : Abkhazie et Ossétie du Sud (qui viennent de signer cette semaine des accords de coopération avec la Russie).

Cette politique est en train de connaître un développement nouveau et spectaculaire dans les Caraïbes et en Amérique du Sud. Le fait est d'autant plus notable que dans le schéma statique de la guerre froide l'URSS elle-même n'avait pas, à l'exception notable mais sans suite du cas cubain - crise des missiles de 1962 - , mis vraiment les pieds dans cette zone.

Quand les putschistes chiliens renversèrent le gouvernement d'Allende, la seule présence militaire étrangère locale était celle des USA dont la flotte mouillait au large de Valparaiso et assura les communications des putschistes à l'extérieur de l'appareil militaire légal chilien.

Quand Reagan fit miner les ports nicaraguayens pour étrangler le pays et la révolution sandiniste il n'y eut aucune force militaire pour l'en dissuader.

Or voici que la Russie officiellement invitée sur ce continent à l'initiative du Venezuela répond prestement à l'invitation et le fait savoir.

Trois réponses :

- une militaire, immédiate :

des manœuvres militaires communes d'abord aériennes et bientôt navales qui permettent de surveiller la zone que tente de contrôler totalement la IV^e Flotte US remise en activité pour encercler le sous-continent depuis le mois de Juillet. L'engagement aérien de la Russie est somme toute modeste : deux bombardiers supersoniques TU 160 sans armement atomique et quelques chasseurs basés sur des

aérodromes vénézuéliens. Mais cette présence permet de scruter le ciel et d'éviter par exemple que l'avion de Chavez, qui se déplace beaucoup, soit victime d'un tir de missile « par erreur » ou que des sous-marins US débarquent nuitamment des commandos sur les côtes vénézuéliennes. Cette présence énerve beaucoup les militaires US qui font escorter sans cesse les deux bombardiers en balade. Il est notoire et significatif que le Brésil ait également donné son accord à la Russie pour le survol par les avions russes de l'ensemble du bassin amazonien, d'où pourraient partir des commandos colombo-péruvo-israélo-étasunien (au hasard !) chargés de déstabiliser le Venezuela et l'Equateur.

- une militaire, différée :

l'intégration de l'armée vénézuélienne dans le système russe de positionnement satellitaire GLONASS en cours de mise en place (tous les satellites nécessaires ne sont pas encore en orbite) lui permettant d'échapper au GPS étasunien qui peut, à tout moment, rendre l'armée vénézuélienne aveugle.

- l'autre politico-économique en cours

une forte délégation russe est au Venezuela pour organiser une étroite coopération pétrolière visant à la mise en exploitation des immenses ressources en pétrole lourd du bassin de l'Orénoque (le pétrole vénézuélien est aujourd'hui principalement extrait dans le nord (zone de Maracaibo) et le pétrole lourd presque visqueux nécessite un traitement un peu plus complexe et onéreux que le pétrole léger d'où des gros investissements à réaliser.

Il s'agit d'une très forte délégation puisque, outre les représentants du gouvernement sont présents des cadres dirigeants des plus grandes compagnies pétrolières russes : ROSNEFT, LUKOIL, GAZPROM NEFT (filiale pétrole de Gazprom) SIBNEFT et TNK-BP

Un mot sur cette dernière : filiale commune de droit russe à 50/50 du russe TNK et du géant britannique elle vient, après des mois de bataille politico-financière de passer sous contrôle russe. Le capital reste partagé à égalité mais les dirigeants britanniques ont été poussés dehors et remplacés par des russes du métier et proches de MEDVEDEV. BP pourra donc continuer à prendre sa part de la production et des bénéfices réalisées en Russie mais la stratégie de la compagnie ne sera plus élaborée à Londres mais à Moscou, ce qui explique la présence de TNK-BP dans la délégation russe à Caracas.

Il est hors de doute que cette implication de la Russie a pesé lourd dans la position de soutien au gouvernement bolivien en butte aux menées sécessionnistes orchestrées par l'ambassadeur US à La Paz adoptée par la très grande majorité des pays sud américains présents à la réunion de l'UNASUR : Argentine, Brésil, Chili Equateur, Paraguay, Venezuela. Ne manquent à l'appel que les deux derniers valets de Washington : Pérou et Colombie.

Si nous ajoutons à tout ceci qu'en Juillet des visiteurs officiels russes à Cuba ont déclaré que la Russie n'excluait pas d'installer sur le sol de l'île, si les autorités cubaines le souhaitent, des moyens de défense adaptés aux menaces existantes, on se rend compte que l'énorme bison militaire étasunien est rendu furieux par ces vols de taons russes qui désormais le suivent partout et menacent de le piquer dans ses parties les plus tendres.

Crise financière : Diafoirus tient la vedette

Face à la crise financière et boursière qui s'amplifie les experts de tous poils se répandent sur les plateaux de télévision, sur les ondes et dans la presse pour proposer leurs remèdes : on parle de « meilleure régulation » de « sanctions contre les spéculateurs » on entend même prononcer des mots presque tabous comme « nationalisation » mais dans la plupart des cas on ne sort pas de la technique. Il faut aller chercher dans les colonnes du FINANCIAL TIMES qui parle clair, c'est-à-dire qu'il parle « argent » au monde de l'argent, pour voir apparaître une expression plus forte pour présenter la situation présente et ses rebondissements quasi quotidiens. Le FT parle désormais de « crise systémique ». Il suffit alors d'un dernier un effort de clarification du vocabulaire, que ne fait pas le FT parce que, dans son monde, on se comprend à demi-mot, pour approcher la réalité.

Ce n'est pas une crise boursière, ce n'est pas une crise financière, c'est une crise d'ensemble du Capitalisme (le « système » comme dit pudiquement le FT).

Elle n'arrive pas par hasard.

Il n'a pas été tenu assez compte d'un changement d'appellation qui révélait un profond basculement idéologique et une offensive de la classe politique capitaliste internationale (dominée à l'époque par le Capital anglo-saxon) contre son adversaire historique

L'enseignement d'économie politique a disparu pour être remplacé par celui de l'économie ou mieux de la « science économique » et les prix Nobel d'économie ont depuis lors été presque tous attribués à des anglo-saxons inventeurs de martingales boursières à fort contenu mathématique permettant (théoriquement) de maximiser les bénéfices spéculatifs.

Exit donc l'économie politique où la main bien visible du politique affirmait ses priorités (qui toutes tournent autour de la répartition de la richesse collective) et ne s'effaçait pas derrière la main « invisible » du marché et place à l'économie débridée, triomphante et souveraine.

Dans le même mouvement était mise en circulation l'idée de l'affaiblissement des Etats, forme déclarée dépassée, devant les forces de la déterritorialisation du Capital, c'est à dire « mondialisées » ou « globalisées » dans le jargon dominant. Traduisez : la mise à l'écart du politique de la sphère économique et pratiquement sa mise totale sous tutelle.

La caricature de ce modèle nous est fournie dans divers pays africains où le représentant du FMI siège dans le bureau voisin de celui du Ministre des Finances et prépare à ce dernier les décrets qu'il n'aura plus qu'à signer et à commenter le lendemain à la télévision. Mais les « commissaires » bruxellois comme les directeurs de la Banque centrale Européenne en usent de la même façon avec les gouvernements de l'UE et quand le Président de la république française, tout à son souci de faire croire (et peut-être de se faire croire à lui-même) qu'il a du pouvoir, s'en prend à la BCE, c'est Don Quichotte monté sur un poney !

Ce bain idéologique a permis de mettre en demeure les Etats des pays capitalistes de se saborder , ce qu'ils ont fait en limitant leur rôle à la fixation d'un cadre ténu et minimaliste de libération complète des mouvements de capitaux de convertibilité totale des monnaies et d'indépendance des banques centrales. Il s'en est donc suivi un énorme gonflement de la sphère financière et des mouvements massifs et instantanés de capitaux très largement déconnectés de la sphère productive et orchestrés depuis quelques sanctuaires remplis de têtes d'œuf drogués au bonus.

Les évènements de ces dernières semaines ne sont pas venus bouleverser la situation. L'intervention des Etats capitalistes, des gouvernements des mêmes Etats et de leurs banques centrales (même la banque suisse a été impliquée) ne doivent pas être compris comme un renversement des rapports de pouvoir entre le politique et l'économie tels qu'ils ont été instaurés au cours des années 70.

Les « nationalisations » (celle de la britannique Noether Rock en 2007, celles de Freddy et Fanny ces dernières semaines) sont des opérations de sauvetage du capitalisme existant par des Etats eux-mêmes capitalistes mais en aucune façon une prise de contrôle du monde du travail sur le Capital.

Il n'est pas envisagé par la classe capitaliste de fermer le grand casino mondial dont elle a exigé et obtenu des pouvoirs politiques nationaux l'ouverture au tournant des années 70.

Elle va s'employer à sauver le système, à claironner quelques mesures de régulation aussi spectaculaires que possible de régulation mais confiées à des organes où les joueurs sont fortement représentés, à punir quelques tricheurs et à leur interdire l'accès à la table de jeu, mais les joueurs qui resteront auront encore plus de jetons dans la main. Cela s'appelle la concentration capitaliste.

Notons au passage que la comparaison avec la table d'un casino a ses limites, car s'il arrivait jadis que le joueur ruiné se tire une balle dans la bouche à la fin de la soirée aujourd'hui les faillis sont des personnes morales. Leurs dirigeants ne seront pas traduits devant les tribunaux et vivront heureux dans les paradis fiscaux où ils ont leurs habitudes et où ils auront déposé à l'avance les profits des ventes de leurs stock-options.

Peut-être pour amuser la galerie punira-t-on un KERVIEL par ci par là, mais le haut de la hiérarchie restera à l'abri car il finance les campagnes électorales et entend bien que ce type de placement continue à lui assurer l'impunité. C'est ce qu'on appelle chez les banquiers un climat de « sécurité » mot mis à toutes les sauces qui n'a pas la même signification pour un ouvrier de l'automobile ou un cuisinier sans-papiers.

Une illustration de ces pratiques nous est fournie par la Tribune dans son édition du 19 Septembre 2008

Gordon Brown peut être soulagé. Un an après la débâcle de Northern Rock, il a évité la faillite de HBOS, qui aurait été catastrophique pour l'économie britannique. Contrairement à ses errements l'an dernier, il a su agir rapidement, en modifiant la loi sur la concurrence. Officiellement, la fusion n'a pas été téléguidée par Downing Street. Eric Daniels, le directeur de Lloyds TSB, avait invité Andy Hornby, son homologue de HBOS, à prendre un verre début août pour discuter d'un possible rapprochement. Mais les négociations butaient sur un point essentiel : la commission sur la concurrence n'allait jamais autoriser un tel rapprochement. Elles avaient déjà bloqué en 2001 l'acquisition par Lloyds TSB d'Abbey National,

pourtant bien plus petite que HBOS. La situation a brusquement changé lundi avec la tempête financière mondiale. Lors d'un cocktail ce soir-là, Viktor Blank, le président de Lloyds TSB, a approché Gordon Brown, le Premier ministre, lui demandant de faire un geste. Celui-ci a immédiatement accepté d'apporter les modifications législatives nécessaires pour faciliter la fusion. Concrètement, la loi sur la concurrence de 2002 prévoyait déjà une clause d'exception au nom de l'« intérêt général ». La définition de l'intérêt général va désormais être étendue à la « stabilité du système financier ». Cette modification ne requiert pas de vote au parlement.

E. A

CQFD !

Gageons que BROWN, traité jusqu'ici de « nul » par tous les médias, va voir sa « popularité » remonter !

Comaguer, mode d'emploi

S'abonner au bulletin et nous écrire : comaguer@orange.fr

Nous écouter : sur Radio galère 88.4 MHZ (région marseillaise) ou sur Internet : <http://radio.galere.free.fr>

Les carnets de Comaguer : chaque lundi de 13h à 14h

Les dossiers de Comaguer : le 2^e mercredi de chaque mois de 20h à 21h30

Les émissions les plus récentes peuvent être téléchargées sur le site de Radio-Galère – rubrique « Programmes » ou écoutées en différé – rubrique « archives »

Les archives de Comaguer : <http://comaguermarseille.free.fr>